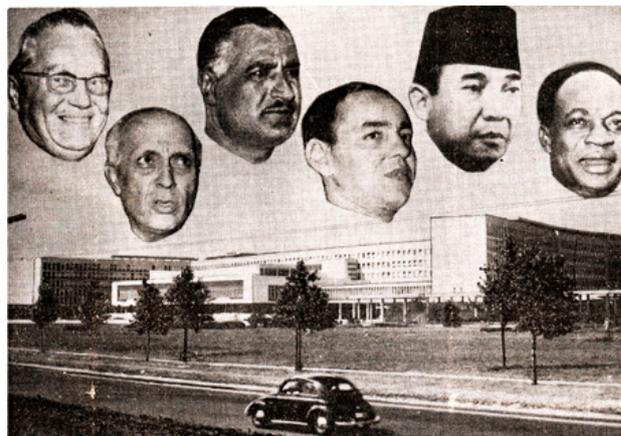


Le 1^{er} Septembre à Belgrade :

La conférence des pays non-engagés

La conférence des pays non-engagés va s'ouvrir le 1er septembre, à Belgrade.

Autour de la « table ronde » installée dans la grande salle du Parlement prendront place des chefs d'Etats ou leurs représentants (le général Kassem s'abstient ainsi que M. Nkrumah et le roi Séoud est souffrant) ainsi que des chefs de gouvernement : le maréchal Tito, l'évêque Makarios, le président cubain Dorticos, MM. Nasser, Bourguiba, le roi Hassan II, l'empereur Haïlé Sélassié, MM. Modibo Keita, Sekou Touré, Ben Khedda, Ibrahim Abboud, Abdullah Osman, Nehru, Sukarno, le roi Mahendra Bir Bikram, MM. Mohammed Daoud, Hachem Djavad, représentant Kassem, le prince Seif El Islam Ismaïl, M. Saeb Salam et le représentant de Séoud, Ibrahim Soveil.



Une vue du palais du conseil exécutif fédéral où se tiendra la conférence.

En médaillon, de gauche à droite : Tito, Nehru, Nasser, Hassan I^{er}, Soekarno, N'Krumah.

A Belgrade : Les représentants de plus d'un milliard d'êtres humains se concertent

Vers l'organisation d'une grande force de paix ?

Dans la préparation de la conférence de Belgrade, le président Nasser a joué un rôle très important. Avec lui c'est une nouvelle étape qui s'annonce dans la lutte des pays du « Tiers-Monde ». Simone Lacouture explique pourquoi.

C'EST vendredi 1^{er} septembre que s'ouvre solennellement à Belgrade la conférence des pays non engagés. Autour du maréchal Tito, vingt-quatre chefs de délégations — quatre

souverains, dix chefs d'Etat, neuf présidents de gouvernements ou premiers ministres, un ministre des Affaires Etrangères représentant le général Kassem — représentent un milliard d'hommes, de Djakarta à La Havane.

Cette extraordinaire bigarrure de pays et de civilisations, comment recouvre-t-elle la notion de non-engagement ? Et qu'est-ce que le non-engagement ? Enfin, qui sont les pays non engagés ? En fait, c'est le but même de la conférence que de trouver une définition valable, et d'arrêter ce que sera la politique de ce nouveau bloc.

L'ordre du Jour

Selon Borba, organe de l'Alliance yougoslave, l'ordre du jour comprendra les points suivants :

- 1) Echange générale de vues sur la situation internationale ;
- 2) Rétablissement et renforcement de la paix et de la sécurité internationale :
 - a) Respect des droits des peuples, et notamment du droit à l'autodétermination, lutte contre l'impérialisme, et lutte pour la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme ;
 - b) Respect de la souveraineté et, de l'intégrité territoriale des Etats, non-ingérence et non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays ;
 - c) Lutte contre la discrimination raciale et la politique de l'apartheid ;
 - d) Désarmement général et total, interdiction des essais nucléaires et question des bases militaires étrangères ;
 - e) Coexistence active et pacifique entre Etats, indépendamment des différences de leurs systèmes politiques et sociaux ;
 - f) Rôle et structure des Nations unies ; application et mise en œuvre conséquente des résolutions de l'Organisation mondiale.
- 3) Problème de l'inégalité du développement économique, renforcement de la collaboration économique internationale et octroi de l'assistance technique ;
- 4) Divers.

Mais déjà le maréchal Tito, dans un discours prononcé à Titovo Uzice sur la préparation de la conférence, définissait ces pays non engagés comme « non-alignés sur les blocs », « n'appartenant pas aux blocs » et qui cherchent, non seulement une politique commune, mais également une « coopération internationale ». Car il ne s'agit en aucune façon de s'opposer aux blocs, mais bien plutôt de trouver un moyen de les intéresser à leur sort.

Les thèmes de discussion ont été également définis par Tito : lutte contre les « tentatives d'empêcher la liquidation du colonialisme, en Algérie, au Congo, en Angola, dans l'Union sud-africaine, en Iran, au Laos ». Mais il s'agit aussi de s'organiser afin d'obtenir une aide matérielle « sans condition politique », des Etats, quels qu'ils soient, disposant de moyens. Ce qui serait la meilleure façon, en liquidant les différences entre pays évolués et régions sous-développées, d'éliminer les causes de conflit et d'aboutir, dans un stade ultérieur, au désarmement et à la paix.

De Bandoeng à Belgrade

Nous sommes loin de Bandoeng qui réunissait, en 1955, les pays afro-asiatiques. Le nouveau

congrès ne se veut plus lié à l'idée de sous-développement et de tiers-monde, ce tiers monde plus ou moins rattaché à celle de peuples de couleurs, mais insiste sur une notion d'indépendance vis à vis des grandes puissances. C'est ainsi que la Chine, qui fut le centre d'attraction des peuples de Bandoeng, ne sera pas présente. Et que la Turquie, le Pakistan, les Vietnams entre autres — et jusqu'à ces jours derniers la Tunisie — ont été écartés.

D'autre part, nous apprenons que les puissances invitantes ont décidé de mettre à l'ordre du jour — en dehors des thèmes déjà définis par le maréchal Tito — les questions de Berlin et du Brésil. Montrant bien par là leur volonté de jouer un rôle dans le monde, puisqu'aussi bien les deux blocs — ajoutent-elles — ne sont pas capables de maintenir la paix.

Nasser, on le sait, fut le véritable promoteur de cette conférence. Il n'est donc pas sans intérêt de reproduire ici un passage d'un appel de communistes égyptiens emprisonnés au bagne d'Abou-Zaabal, qui écrivait récemment à Nasser : « *la campagne antisoviétique des journaux et de la radio de la R.A.U. est particulièrement inquiétante au moment où notre pays abandonne la neutralité positive en faveur de celle du non-engagement, plaçant le bloc impérialiste et le camp socialiste sur un pied d'égalité* ». (Ces mêmes communistes qui, de leurs prisons, envoyaient des télégrammes de félicitations au président Nasser, à Bandoeng).

Mais nous l'avons déjà dit, contexte et contenu sont ici diamétralement opposés. D'une part, Nasser, à la suite de la campagne de presse suscitée en URSS par la mort du leader communiste Hélou, mort des tortures subies dans les prisons égyptiennes, s'était lancé dans de violentes attaques du gouvernement de M. Krouchtchev, au grand étonnement des Occidentaux qui le tenaient pour un ami sûr du régime soviétique. D'autre part, les communistes égyptiens — et avec eux les progressistes du Moyen-Orient, ne cachent pas que la « neutralité positive » du président Nasser, qui inclinait fortement à l'Est, n'était rien moins que neutre et recouvrait en réalité une lutte ouverte contre l'Occident.

Il est vrai que depuis Suez et 1956 Nasser n'a cessé non seulement d'attaquer l'Occident dans sa presse et sa radio, mais de nationaliser les biens des ressortissants de ces pays, relâchant de plus en plus ses liens économiques et culturels traditionnels avec l'Europe au profit des démocraties de l'Est et de l'URSS.

Du neutralisme positif au non-engagement

Il en va différemment aujourd'hui. Si sa campagne anti-soviétique s'est calmée dans la presse, son rapprochement spectaculaire avec Tito n'est pas allé sans mécontenter Moscou. Il a fallu le voyage de M. Popovitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie à Moscou, pour apaiser le Kremlin. Quant à Pékin, sa réserve étonne. Une telle discrétion cache-t-elle le secret espoir de voir s'incliner vers la Chine un bloc de pays qui se veut libre de Moscou ? La présence à Belgrade de M. Ben Khedda, surnommé « Le Chinois » en raison de ses sympathies pour Pékin, peut amener un élément nouveau au sein de ce nouveau « bloc ».

Mais au moment où l'économie égyptienne est de plus en plus liée à l'URSS en vertu des accords du Haut Barrage, on peut se demander les raisons de ce changement dans sa politique étrangère. Il est certain que le maréchal Tito a joué ici un grand rôle. On sait les deux hommes très liés par une sincère amitié. Tito lui a toujours montré les dangers d'une trop grande inféodation aux pays du bloc de l'Est. D'autre part, il a certainement joué un rôle capital dans les mesures de socialisation et d'unification que vient de prendre Nasser.

Communiqué du P.S.U.

Le Parti Socialiste Unifié, qui y sera représenté, salue comme un événement de portée historique la réunion à Belgrade des représentants d'un grand nombre de nations « non-engagées ».

Cette réunion n'a pas seulement une valeur symbolique : elle constitue un facteur essentiel de paix.

Elle montre, en effet, que des centaines de millions d'hommes refusent aujourd'hui la division du globe en deux blocs antagonistes et constituent ainsi la grande force morale et politique qui peut empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

Le P.S.U. souhaite que la Conférence de Belgrade lance un appel solennel aux puissances concernées par l'actuelle crise de Berlin. Personne ne peut accepter l'idée qu'un conflit atomique puisse surgir de cette crise et, cependant, le danger en est incontestable. Toutes les forces de paix doivent être mobilisées pour empêcher les bellicistes des deux camps de créer l'irréparable.

Le P.S.U. demande aux représentants des pays réunis à Belgrade et aux délégués des différentes forces politiques et syndicales qui soutiennent cette Conférence de prendre l'initiative d'une telle mobilisation.

Aucune solution de force ne saurait prévaloir sur

la négociation. Aucun argument de prestige ne saurait empêcher l'ouverture rapide de cette négociation qui, pour avoir des chances d'aboutir, doit dépasser le cadre de la crise présente et poser le problème de la liberté de choix politique des Berlinoises, dans la perspective de la création d'une zone de désengagement au Centre de l'Europe.

Le P.S.U. salue particulièrement les représentants des pays anciennement colonisés. Au moment où se poursuit en Algérie une guerre aussi folle qu'injuste, il réaffirme que le véritable intérêt du peuple français est inséparable de l'émancipation de tous les peuples africains et, en premier lieu, du peuple algérien.

Le P.S.U. tient enfin à rendre hommage à la Nation qui accueille aujourd'hui les délégués des Etats « non engagés ». Grâce au courage du peuple yougoslave et à la ténacité de ses dirigeants, la preuve a été faite qu'un pays pouvait à la fois assurer sa totale indépendance et poursuivre la construction d'une société socialiste.

[28/8/61]

De son côté, Nasser n'a pas été sans connaître l'inquiétude que sa politique pro-soviétique avait provoquée chez un grand nombre de peuples africains. S'il veut devenir le grand leader qu'il annonçait il y a 9 ans dans sa « Philosophie de la Révolution », il doit rester hors des blocs. Quant à lui, ses succès diplomatiques des six dernières années, son amitié avec Tito, sa présence à l'ONU l'année dernière lui ont donné le goût de devenir non plus le chef des dépourvus face aux nantis, mais l'un des leaders progressistes du monde — blanc ou de couleur — qui cherchent à s'unir et à organiser la répartition des richesses du monde à leur profit sur une base socialiste.

Un socialisme nassérien ?

C'est que le Président Nasser, qui se rend à Belgrade, n'est plus ce jeune colonel timide qui abordait pour la première fois le monde à Bandoeng. Et surtout, il n'arrive pas les mains vides. Brusquant la lente et empirique évolution économique de son pays, il vient de promulguer un certain nombre de lois qui veulent mettre l'Egypte et la Syrie à la tête des Etats neufs, productivistes et socialistes.

C'est en 1956, avec la nationalisation de la Compagnie universelle du Canal de Suez, qu'il entame le processus. Dans les mois qui suivent, les entreprises étrangères connaissent le même sort. Mais aujourd'hui, c'est au capitalisme égyptien lui-même qu'il s'attaque en nationalisant 149 importantes sociétés, et en octroyant à l'Etat 51 % des actions des autres sociétés ou

compagnies industrielles, commerciales, pétrolières. D'autre part, il décrète que 25 % des bénéfices seront distribués aux ouvriers dont la journée de travail est abaissée d'une heure sans diminution de salaires. Pour la paysannerie, il parachève la réforme agraire de 1952 en limitant la propriété à 42 hectares (au lieu de 80) et en abaissant de 50 % la dette contractée par les bénéficiaires de la première réforme agraire qui s'étaient rendus propriétaires des terres en 30 ans. Enfin, l'impôt sur les loyers atteint 40 %, la fiscalité s'alourdit et les fonctionnaires et les employés n'ont plus le droit de cumuler les emplois. Ses efforts tendent-ils à faire de l'Egypte une « démocratie nationale » et, par là même obtenir à nouveau le soutien de l'URSS ?

L'attitude communiste

Au mois de novembre 1960, les 81 partis communistes réunis à Moscou révisaient leur politique d'aide aux nationalistes nouveau-nés. Jusque-là, en effet, l'Union soviétique avait soutenu inconditionnellement tous les nationalismes quels qu'ils soient, luttant pour leur liberté contre les impérialistes occidentaux. Ainsi de l'Egypte qui mettait ses communistes en prison. En novembre dernier, ils décidaient de faire la

distinction entre les « démocraties nationales » et les autres. Les critères ? Indépendance politique, refus d'alliance avec les occidentaux, refus des bases étrangères, rejet de toute manœuvre « néo-colonialiste », promotion sociale, réforme agraire.

En mai 1961, la revue **Kommunist**, reprenant ce sujet, donnait une liste de cinq pays neufs à qui Moscou appliquait cette nouvelle appellation : Cuba, Guinée, Ghana, Mali, Indonésie. L'auteur de l'article ajoutait que la Tunisie, le Maroc, le Kenya, le Libéria ne pouvaient se réclamer de la démocratie nationale. Depuis quelques jours à peine, Bourguiba a gagné une invitation à Belgrade. Mais a-t-il mérité la promotion au grade de démocratie nationale ?

Il est certain que nous allons assister à Belgrade à des affrontements souvent violents. Qu'en sortira-t-il ? Les 23 pays invités sauront-ils dépasser le stade de la lutte **anti** pour construire ce tiers-monde — ou ce bloc des démocraties nationales pour employer une terminologie plus marxiste — sur des données concrètes ? Construire, c'est aussi abandonner. Abandonner des notions de nationalisme forcené et limitatif au profit de celles des grands ensembles — comme le Mahgreb — basées sur la mise en commun, non seulement des richesses des « autres », mais d'eux-mêmes ?

Simone LACOUTURE